



Une école pour un secteur en croissance



par **Philippe Gonzalez**

[Voir tous les articles de Philippe Gonzalez](#)

Article mis en ligne le 18 juin 2009 à 0:22

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

La première levée de terre de la deuxième école élémentaire catholique du secteur Avalon, à Orléans, a eu lieu hier matin, et les premiers élèves devraient être en mesure de faire leur entrée en septembre 2010. La nouvelle école sera construite au sud-ouest de l'École élémentaire catholique de la Découverte, maintenant surpeuplée. Le nouveau bâtiment, qui n'a pas encore de nom, pourra accueillir 434 élèves, de la maternelle à la 6e année. L'école comptera notamment six classes de maternelle et de jardins, 12 classes de la première à la 6e année et deux autres pour les enfants en difficulté. Il sera possible d'ajouter six autres classes pour répondre à la demande.

De plus, un Centre de la petite enfance, géré par La Coccinelle, pourra accueillir une quarantaine d'enfants. Ce lieu pourra prendre en charge des poupons âgés de quelques mois jusqu'à des enfants âgés de quatre ans et demi.

La présidente du Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est (CÉCLFCE), Diane Doré, estime qu'il était nécessaire de construire ce nouveau lieu d'apprentissage. «C'est essentiel, parce que ça répond réellement à une demande. Le secteur est en croissance, l'École de la Découverte déborde.»

Pour desservir la clientèle en croissance exponentielle de l'école construite au début des années 2000, le CÉCLFCE a dû ajouter des classes modulaires. D'une capacité originale de 454 élèves, cette institution scolaire compte présentement 764 élèves entre ses murs.

Cette tendance ne semble pas s'essouffler, d'après le Conseil, qui a reçu l'assentiment du ministère de l'Éducation de construire un nouveau bâtiment pour combler la demande. Le directeur de la nouvelle institution, Mario Asselin, entrevoit même la construction d'une troisième école si la tendance se maintient.



Le chantier de la nouvelle école d'Avalon a été lancé, mercredi. Photo : Étienne Ranger

«Je n'aurais pas pensé de voir cette construction si rapidement. Avant même l'ouverture de celle-ci, si nous comptons l'an prochain 850 élèves qui seront répartis dans les deux écoles, elles seront déjà pleines. Un Avalon II pourrait se produire d'ici quelques années», a laissé entendre M. Asselin.



cyberpresse.ca

LeDroit
en version intégrale
sur votre ordi

**2 SEMAINES
D'ESSAI
GRATUIT**



Publié le 17 juin 2009 à 20h43 | Mis à jour le 17 juin 2009 à 20h47

Établissements francophones en Ontario

Les écoles pourront accueillir davantage d'élèves



Photothèque La Presse



Caroline Barrière
Le Droit

Les écoles francophones de l'Ontario pourront peut-être accueillir davantage d'élèves à partir de janvier 2010. La province a annoncé hier qu'elle élargissait les directives concernant l'admission des jeunes au primaire et au secondaire, une mesure qui pourrait éventuellement se traduire par une augmentation des inscriptions.

Ainsi, plus de parents seront admissibles pour envoyer leurs enfants grossir leur rang des écoles francophones. Les conseils scolaires pourront compter sur les nouveaux arrivants francophones mais aussi sur ceux ne parlant ni l'anglais et ni le français, les enfants dont les grands-parents ont le

français comme langue maternelle et les familles dont un des parents ne parle pas français.

« Il y a une uniformisation des règles régissant les comités d'admission afin d'assurer une équité dans les conseils scolaires. De plus, à titre d'exemple, les grands-parents francophones qui ont des enfants qui ne parlent pas français ne peuvent pas simplement envoyer leurs petits-enfants à l'école francophone », a expliqué Madeleine Meilleur, ministre déléguée aux Affaires francophones.

Le Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est (CECLFCE) a récemment reçu la formation concernant les nouvelles règles à suivre. « Au niveau des admissions, le processus sera facilité et accéléré. Il ne sera plus nécessaire de réunir un comité d'admission. Le tout pourra se faire au téléphone par exemple. On

pense que cela dégagera un accueil plus chaleureux. De plus, les enfants issus de pays francophones ont un effet positif sur la francisation de nos écoles, surtout là où l'anglais domine », a indiqué Roxanne Deevey, directrice des communications.

Reflet de la francophonie

Le Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CEPEO) s'est lui aussi réjoui de l'annonce du ministère de l'Éducation. « Les nouvelles lignes directrices concernant l'admission aux écoles de langue française appuieront nos efforts de recrutement et de rétention des élèves et contribueront à la vitalité de l'éducation en langue française. Nous procéderons à la révision de notre politique d'admission afin de refléter le nouveau visage de la francophonie ontarienne et canadienne. Un visage qui est représentatif de nos élèves et de nos écoles », a fait savoir le CEPEO.

Selon Madeleine Meilleur, cette décision répond aux demandes des conseils et des comités de parents.

Par ailleurs, elle a rappelé que 55 % des ayants droit - ceux qui ont actuellement le droit de fréquenter une école francophone selon la loi - choisissent plutôt l'école anglophone.

L'annonce d'hier fait suite à la nouvelle définition de la population francophone qui a été adoptée au début du mois. Elle répond aux réalités démographiques actuelles qui comprennent la diminution des naissances, l'augmentation de l'immigration et des familles dont un seul parent est francophone. Le gouvernement ontarien souhaitait ainsi refléter une réalité plus inclusive qui illustre mieux la diversité des communautés francophones de l'Ontario. Cette décision a fait en sorte que la province compte officiellement 50 000 résidents francophones de plus dont 5000 à Ottawa.

Dans le passé, les francophones étaient auparavant définis comme ceux dont la langue maternelle était le français.



La fin d'une époque à l'École Montfort



par **Philippe Gonzalez**

[Voir tous les articles de Philippe Gonzalez](#)

Article mis en ligne le 18 juin 2009 à 0:13

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Plus de 200 personnes se sont rassemblées à la vieille école Montfort, jeudi dernier, afin de lui dire adieu. Des élèves et du personnel d'hier et d'aujourd'hui ont souligné la fermeture prochaine de l'École élémentaire catholique Montfort, à la fin de la présente année scolaire. Ce ne sera toutefois pas la fin de sa longue histoire, puisqu'elle se prépare à déménager ses pénates sur la rue Den Haag, à quelques kilomètres du site actuel, dans des locaux neufs.

Celle qui a présidé le mouvement SOS Montfort et qui a notamment été mairesse de Vanier, Gisèle Lalonde, a fréquenté et a enseigné dans la première école Montfort d'Eastview (Vanier). Elle entrevoit avec beaucoup d'espoir ce déménagement.

«On assiste aujourd'hui (jeudi dernier) à la fermeture de ce lieu. D'un autre côté, on voit l'ouverture d'une autre école Montfort. Alors ça se poursuit! Cette école sera magnifique sur un campus qui fera l'envie de tous les Franco-Ontariens, parce que vous avez La Cité collégiale et le Collège (catholique) Samuel-Genest. Tout cela ensemble, je pense que ça fera la fierté des francophones», a souligné Mme Lalonde.

La première directrice de la seconde École Montfort, Sœur Bertha (Aurélie) Tanguay, a avoué avoir eu un choc lorsqu'elle a appris que l'école fermait.

«Quand j'ai lu 'Adieu aux murs de l'École Montfort', j'étais vraiment toute peinée. Maintenant que je vois cette merveille et je que vois ce que les professeurs ont accompli avec les élèves, je ne vois que la vie qui continue», a confié Sœur Aurélie.

Une institution presque centenaire

La première École Montfort a été ouverte aux élèves sur la rue Dupuis, à Eastview, en 1912. À la fin des années 1950, l'école a fermé ses portes. En 1959, l'École élémentaire Notre-Dame a été rebaptisée Montfort. Ce nom a été transféré à cette école «plus moderne», construite en 1941, en l'honneur de la contribution au monde de l'éducation des Filles de la sagesse et de leur fondateur, Louis-Marie Grignon de Montfort.

L'école a été agrandie en 1973 pour permettre l'ajout d'un gymnase, d'une bibliothèque et d'un secrétariat. Comme l'école était devenue désuète, le Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est (CÉCLFCE) et le ministère de l'Éducation de l'Ontario ont convenu, en 2007, qu'il était plus économique de la déménager au lieu de la rénover.

Ce nouvel emplacement sera doté d'une mission écologique, comme le souligne la directrice de l'éducation du CÉCLFCE, Lise Bourgeois.

«C'est notre première école à vocation environnementale. Depuis deux ans, les élèves nous parlent beaucoup de l'importance de l'environnement. Alors je pense que ça donne un sens à l'École Montfort, mais aussi à toutes les autres écoles qui vont apprendre des expériences de ce nouvel édifice», a commenté Mme Bourgeois.

La nouvelle École Montfort ouvrira ses portes dès la rentrée scolaire, au mois d'août prochain.



Des laboratoires à la fine pointe à Samuel-Genest



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 12 juin 2009 à 10:08

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Les élèves du Collège catholique Samuel-Genest pourront bénéficier de laboratoires de sciences à la fine pointe de la technologie dès septembre grâce à un surplus budgétaire du Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est (CÉCLFCE). Le Conseil investira 1 millions \$ pour rénover les laboratoires qui sont présentement désuets.

Cinq laboratoires seront réaménagés et rénovés dès juin. Cette première rénovation des laboratoires en 45 ans inclura la climatisation de ces 5 locaux.

«L'amélioration des laboratoires de sciences est un incontournable pour cette école secondaire qui jouit d'une excellente réputation pour l'enseignement des sciences. Le Collège catholique Samuel-Genest offre la seule concentration scientifique francophone à Ottawa», a indiqué la directrice de l'éducation du CÉCLFCE, Lise Bourgeois.

Le Collège catholique Samuel-Genest est l'une des 3 écoles secondaires qui bénéficieront de projets de construction et de rénovations de l'ordre de 6 millions \$ au cours des deux prochaines années grâce à un surplus budgétaire du Conseil des écoles catholiques de langue française. Les deux autres établissements scolaires sont l'École secondaire catholique Franco-Cité et le Centre scolaire catholique Jeanne-Lajoie, pavillon secondaire à Pembroke. **(K.B.)**



De nouvelles installations sportives à Franco-Cité



par **Stéphane Jobin**

[Voir tous les articles de Stéphane Jobin](#)

Article mis en ligne le 11 juin 2009 à 13:37

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

L'École secondaire catholique Franco-Cité pourra bientôt bénéficier d'installations sportives à la fine pointe, d'une valeur de 4 millions \$, grâce à un partenariat entre le Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est (CECLFCE) et d'autres investisseurs restant à être déterminés. L'École Franco-Cité a été la première école secondaire francophone de la province à offrir un programme Sports-Études à ses élèves. Les nouvelles installations incluront un gymnase à grande superficie, des bureaux pour les spécialistes, une piste de course intérieure, une salle de projection, des salles d'haltérophilie, de conférence et de travail, un studio, des vestiaires et des entrepôts.

Le grand gymnase servira aux sports intérieurs, dont le handball, le badminton, le volleyball et le basketball, tandis que la piste d'athlétisme permettra la pratique de sports souvent délaissés en raison des hivers rigoureux.

Des démarches auprès de l'administration de la Ville d'Ottawa ont déjà été entamées afin de vérifier la possibilité d'un partenariat pour la construction de ce bâtiment, prévue pour l'automne 2010. Les travaux pourraient être complétés dès l'été 2011.

«Depuis plusieurs années, l'École secondaire catholique Franco-Cité fait face à un manque d'espaces pour l'enseignement du programme Sports-étude, a constaté la directrice de l'éducation au CECLFCE, Lise Bourgeois. De plus, l'administration devait souvent louer des espaces à l'extérieur de l'école, ce qui occasionnait des coûts substantiels en location et en transport.»

Les nouveaux locaux ne seront pas uniquement réservés aux élèves. Le Conseil est présentement à la recherche de partenariats afin d'optimiser l'utilisation de ces nouvelles ressources, notamment le soir et la fin de semaine. À cette fin, la nouvelle structure sera notamment pourvue d'une entrée principale indépendante.

Selon la présidente du CECLFCE, Diane Doré, le projet de rénovation des infrastructures sportives était nécessaire. «Avec environ 400 élèves de la 7^e à la 12^e année inscrits au programme Sports-Études, et le surplus budgétaire dont nous disposons, le Conseil trouvait qu'il était essentiel d'allouer les ressources nécessaires pour que cette école puisse continuer à bien répondre aux besoins de nos jeunes athlètes», a indiqué Mme Doré.

Celle-ci soutient que grâce à ces installations de qualité, Franco-Cité pourrait devenir le premier choix de certains parents souhaitant inculquer à leurs enfants des valeurs liées aux sports.

«Tous les élèves de l'école s'enorgueilleront du fait que Franco-Cité sera la première école secondaire de l'Ontario français à avoir une équipe de football – un incitatif de plus pour choisir de poursuivre ses études secondaires en français», a de son côté ajouté la directrice de l'École Franco-Cité, Roxane Lamothe. Le programme Focus Football sera lancé dès la rentrée scolaire 2009.

L'École secondaire catholique Franco-Cité est l'une de 3 écoles secondaires qui bénéficieront de projets de construction et de rénovations d'un total de 6 millions \$, au cours des deux prochaines années, grâce à des surplus budgétaires antérieurs. Les deux autres établissements scolaires sont le Collège catholique Samuel-Genest, à Ottawa, et le Centre scolaire catholique Jeanne-

Lajoie, à Pembroke.



Une délégation d'Orléans aux Jeux de l'Acadie



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 18 juin 2009 à 0:01

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Une trentaine de jeunes des écoles secondaires Garneau, Louis-Riel et Gisèle-Lalonde se rendront la semaine prochaine à Petit-Rocher, au Nouveau-Brunswick, dans le cadre de la 30e édition des Jeux de l'Acadie. C'est la première fois qu'une délégation franco-ontarienne participera aux Jeux, qui s'adressent aux quatre provinces maritimes.

Le parent d'un élève qui participera aux Jeux et chef de mission de la délégation d'Orléans des Jeux de l'Acadie, Alain Roy, qui était d'ailleurs des premiers Jeux, il y a 30 ans, a proposé aux organisateurs d'inviter la délégation d'Orléans à cet événement sportif. Par le passé, des athlètes de la France et du Québec ont déjà pris part à cette compétition.

Les élèves de la délégation d'Orléans participeront à des matchs de soccer hors-concours, le jeudi et vendredi, et à des compétitions d'athlétisme, le samedi. La finale aura lieu le dimanche. Une cérémonie d'ouverture et de clôture aura également lieu avec une flamme olympique.

«Nous y allons dans un esprit compétitif, mais aussi pour fraterniser avec d'autres jeunes francophones», indique Alain Roy.

Une célébration du grand départ de la délégation d'Orléans aura lieu le 20 juin, à 16h30, au Centre communautaire Blackburn Hamlet.

Les Jeux de l'Acadie se dérouleront du 24 au 28 juin. Des jeux régionaux ont lieu dans neuf régions des Maritimes pour retenir les meilleurs athlètes qui participeront à la Finale des Jeux de l'Acadie. Ceux-ci s'affrontent dans une dizaine de disciplines.

Cet événement sportif, qui a débuté en 1979, a comme objectif d'inciter les jeunes à faire plus de sport et de faire un grand rassemblement des athlètes francophones. Plus de 1000 athlètes francophones participent désormais aux Jeux annuellement.



Une partie des athlètes qui représenteront fièrement Orléans aux Jeux de l'Acadie, la semaine prochaine. Photo : Gracieuseté d'Alain Roy



Une élève de Franco-Ouest se distingue



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 18 juin 2009 à 0:00

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Une élève de 9e année du Collège catholique Franco-Ouest a récemment remporté une médaille d'or au 1500 mètres et une médaille d'argent au 800 mètres aux compétitions d'athlétisme de la Fédération des associations du sport scolaire de l'Ontario (OFSAA), à Toronto. C'est la première fois qu'une athlète de Franco-Ouest réussit un tel exploit à cette compétition, qui réunit les meilleures athlètes des écoles secondaires de la province.





Des nouveaux arrivants affichent leur fierté francophone



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 18 juin 2009 à 0:16

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Un groupe de jeunes nouveaux arrivants a affiché sa fierté francophone lors du Grand défilé franco-ontarien, samedi, dans le cadre du Festival franco-ontarien. Ces jeunes proviennent du programme d'accueil pour les nouveaux arrivants du Conseil économique & social d'Ottawa-Carleton (CÉSOC), qui a comme mission d'offrir des activités aux jeunes afin de développer leur sentiment d'appartenance à la culture franco-ontarienne. Le programme jumelle des Canadiens et des nouveaux arrivants afin que se développent des liens d'amitié entre eux.



Le groupe de jeunes qui a participé au Grand défilé franco-ontarien. Photo : Gracieuseté du CÉSOC

L'expérience a été très enrichissante pour ces jeunes, qui ont eu l'occasion d'afficher leurs talents et de démontrer leur fierté francophone.

Le CÉSOC est toujours à la recherche de bénévoles qui souhaitent s'impliquer pour aider les nouveaux arrivants à s'intégrer à la culture franco-ontarienne.

Le défilé se tenait sous le thème «génétiquement modifié». Les jeunes étaient costumés en animaux hybrides et ont participé à la confection des costumes et à la création de la chorégraphie, qui se déroulait sous la direction de Rose Ekosso, récente lauréate d'Ontario Pop.

Selon la conseillère pour le programme d'accueil du CÉSOC, Geneviève Langlois, le programme «change la vie des nouveaux arrivants, qui sont isolés».

«Les nouveaux arrivants sont une richesse et nous voulons leur montrer que c'est cool, le français, et créer un amour par rapport à la culture», a-t-elle indiqué. **(K.B.)**

ING DIRECT
c'est votre intérêt qui compte™

On a découvert la science secrète de l'épa

cyberpresse.ca

LeDroit
en version intégrale
sur votre ordi

**2 SEMAINES
D'ESSAI
GRATUIT**



Publié le 17 juin 2009 à 22h11 | Mis à jour le 17 juin 2009 à 22h14

21 résidences à proximité de l'hôpital tirent leur eau d'un puits

Inquiétude chez les voisins de Montfort



Étienne Ranger, LeDroit



Dominique La Haye
Le Droit

Le déversement de milliers de litres de matières toxiques sur le terrain de l'hôpital Montfort, en janvier dernier, aurait pu avoir de conséquences plus graves sur le voisinage, dont une petite communauté qui s'approvisionne encore en eau potable par des puits artésiens.

La communauté de Fairhaven, pratiquement située dans la cour arrière de l'hôpital du chemin Montréal, compte 21 résidences qui ne sont pas reliées au réseau d'eau municipal.

Dans son édition d'hier, LeDroit rapportait que le 23 janvier dernier, à quelques mètres de la nouvelle

entrée principale de l'hôpital, une grue mécanique a sectionné un tuyau d'approvisionnement en mazout, injectant dans le sol de 15 000 à 20 000 litres de ce combustible à chauffage. Il faudra de 10 à 15 ans pour effacer toutes traces du déversement.

Or, l'hôpital a mis plus d'un mois avant d'aviser les résidents de Fairhaven de la situation. Ces derniers ont reçu une lettre à cet effet datée du 27 février.

« Ça nous a très surpris, car nous ne comprenions pas pourquoi l'hôpital a attendu un mois avant de nous aviser de la situation », indique un résident de la communauté, Phil Jackman.

Dans cette correspondance, Montfort offrait notamment aux résidents de tester l'eau de leurs puits et les informait qu'un expert en environnement avait été embauché. Ce dernier confirmait que le déversement ne s'était pas

propagé à l'extérieur du terrain de l'hôpital. Une première rencontre a ensuite eu lieu avec la communauté le 4 mars et une deuxième s'est tenue hier.

Problèmes de communication

« Ça aurait été une meilleure idée de nous aviser dès que le déversement s'est produit, car s'il y avait eu une fuite dans nos puits, nous aurions bu de l'eau contaminée pendant un mois », ajoute M. Jackman qui estime que l'établissement n'a pas été aussi transparent qu'il le laisse entendre.

M. Jackman n'a pas été le seul à soulever les problèmes de communication de la direction de l'hôpital hier. Plusieurs résidants présents à la réunion ont reproché à l'administration de l'hôpital Montfort de ne pas prendre le problème au sérieux et certains s'inquiètent maintenant de la suite des choses.

« On parle de 10 à 15 ans avant que le déversement soit nettoyé. S'il arrive quelque chose d'ici là, si notre eau est contaminée est-ce qu'on va mettre encore un mois avant de nous aviser », a demandé Al Crosby, un résidant de Fairhaven.

« Notre eau est importante. Il s'agit d'une question de santé pour les résidants et l'hôpital ne semble par comprendre l'ampleur du problème », a ajouté la conjointe de M. Crosby, Suzanne Parent.

Le député fédéral d'Ottawa-Vanier, Mauril Bélanger, habite lui-même à Fairhaven et dit avoir été avisé par écrit de la situation, mais uniquement en tant que résidant.

« J'ai été avisé de la situation non pas comme député, mais comme voisin de l'hôpital », dit-il. « Je me suis assuré auprès de l'hôpital que les autorités compétentes avaient été avisées, ce qui avait été fait », précise-t-il.

La ministre provinciale du secteur, Madeleine Meilleur, a elle aussi été avisée plus tard de la situation par un employé de l'hôpital.

La porte-parole au ministère de l'Environnement de l'Ontario, Kate Joitan, confirme que Montfort a avisé la province du déversement le jour même.

Les activités de décontamination ont été entamées il y a quelques semaines déjà par Montfort et ceux-ci devraient coûter environ 6 millions \$. L'incident est survenu dans le cadre de la construction du « Nouveau Montfort », un projet d'expansion de 300 millions \$.

AVEC CATHERINE LAMONTAGNE



SOS Montfort gravé à jamais dans l'histoire de Vanier



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 18 juin 2009 à 0:15

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Les Gérald Tremblay, Michelle de Courville Nicol, Gisèle Lalonde, Michel Gratton et Ronald Caza, qui ont tous joué un grand rôle dans la sauvegarde de l'Hôpital Montfort, sont maintenant figés dans le temps sur une murale située à l'angle de la promenade Vanier et de l'avenue McArthur. Cette murale est la 37e produite par PubliArt Vanier, qui a pour mission de reproduire les événements marquants de Vanier sur des murales qui sont dispersées un peu partout dans le quartier.

Ayant repris leurs gestes de victoire comme sur la murale l'espace d'une photo, les protagonistes de SOS Montfort ont certes vieilli, mais n'ont rien perdu de leur ardeur et de leur détermination.

«C'est une façon de dire merci à tous ceux qui se sont impliqués pour la sauvegarde de l'Hôpital Montfort», a expliqué le président de PubliArt, Yvon Dubé.

La murale a été réalisée par une artiste de la région, Marie-Hélène Lajoie, et a été dévoilée devant de nombreux dignitaires, la semaine dernière.

Le député d'Ottawa-Vanier, Mauril Bélanger, a félicité l'initiative et pris un moment pour remercier le Premier ministre de l'époque, Mike Harris, qui avait menacé de fermer cette institution.

«Je veux remercier Mike Harris pour cela parce que c'est grâce à lui si nous avons tissé des liens encore plus serrés et que nous nous sommes rassemblés en tant que communauté pour lutter pour la sauvegarde de cette institution franco-ontarienne», a-t-il indiqué.

La présidente de SOS Montfort, Gisèle Lalonde, s'est également adressé aux invités et a remercié son «comité de guerre», soit MM. Savoie, Gratton et Caza, ainsi que Mme de Courville Nicol.

«Ce jugement aide toutes les communautés francophones minoritaires mondiales. Nous avons eu une demande pour aider un hôpital à Moncton cet automne et nous en avons aidé d'autres aussi», a-t-elle



La murale a été réalisée par une artiste de la région, Marie-Hélène Lajoie, et a été dévoilée devant de nombreux dignitaires, la semaine dernière. Photo : Kristina Brazeau

indiqué.

Children's weight woes leave mark on psyche

BY SHARON KIRKEY, CANWEST NEWS SERVICE JUNE 18, 2009 4:07 AM



The reports findings show that parents need to start taking their children's obesity problems seriously, and right away, says Julie Bernier, chief analyst at Statistics Canada.

Photograph by: Bruce Edwards, Canwest News Service, Canwest News Service

Obesity not only harms a child's body, but it also causes significant psychological damage to children as young as 10, a significant Canadian study shows.

The study, based on a nationally representative sample of 10- and 11-year-olds, found that obese children had almost twice the odds of reporting low self-esteem when compared to normal-weight children.

And those whose self-esteem was low at the start of the study were more than three times as likely to feel bad about themselves four years later, when they were teens.

Doctors say the findings are troubling on several counts. Low self-esteem increases the risk of anxiety, sadness, loneliness, nervousness and depression, and makes children more vulnerable to drug and alcohol abuse, and "self-destructive" behaviour, including suicidal thinking, when they are older.

According to the report by Statistics Canada, childhood weight problems have become "pandemic," and prevalence rates continue to rise. In 1978-79, 12 per cent of two- to 17-year-olds were overweight, and three per cent were obese -- a combined overweight/obesity rate of 15 per cent.

By 2004, the overweight rate for this age group was 18 per cent (an estimated 1.1 million), and eight per cent were obese (about half a million), for a combined rate of 26 per cent, according to Statistics Canada.

The heavier that children are in youth, the more likely they are to grow into fat adults and face an early death from heart disease, stroke and other weight-related diseases.

The survey began in 1994-95 with 2,879 children aged 10 and 11. All completed a self-esteem scale that included questions such as: "In general, I like the way I am," and "A lot of things about me are

good."

Obese children were more likely than non-obese children to have low self-esteem.

The children were re-interviewed two years later, when they were 12 and 13, and again when they were 14 and 15. Even when other factors were taken into account, such as school performance, family income, education and how much time they spent in front of a television or computer screen each day, "baseline body weight was independently associated with self-esteem in subsequent years." The association was strongest in girls.

"It's not self-esteem that predicts obesity, it's the reverse," says Julie Bernier, chief analyst at Statistics Canada.

The finding means that "really early in life, we should be concerned about obesity problems in kids," she said.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Early education plan flawed

Cost, expectations of full-day kindergarten too hard to meet

BY RANDALL DENLEY, THE OTTAWA CITIZEN JUNE 18, 2009 4:07 AM

Ontario's new plan to combine kindergarten and day care would be a winner were it not for the overly optimistic expectation of results and the exorbitant cost. Those are a couple of pretty big flaws in a new regime that will be convenient for parents and will make better use of our expensive school buildings.

Consultant Charles Pascal says Ontario schools should open at 7:30 in the morning and remain open until 6 p.m., providing day care as well as after-school programs for children up to 12f years old. His report's main recommendation is that day care and kindergarten be blended so that parents can leave their children in one place all day and get the best possible education for them, too.

Sounds good, but the results Pascal promises are just short of preposterous. He notes that one-quarter of children entering Grade 1 are significantly behind their peers and are at risk of falling permanently behind in school. Pascal argues that his plan for "full-day learning" will overcome those deficits and lead to higher test scores later on, better high-school graduation rates, healthier children, less youth violence and a reduction in family poverty.

If all that happens, it will make the loaves and fishes thing look like a party trick.

The fact that all children do not start Grade 1 on an equal footing might have something to do with natural intellectual ability or learning disabilities, but even if that were not a factor, one does have to note that these underperforming children have already had the benefit of two years of government half-day schooling. This new plan doesn't expand kindergarten-type learning. What it does do is add a half-day of interactive play and napping under the supervision of early-childhood educators.

The assumption is that a half-day of the sort of experience now found at government-regulated day cares will enable children to make a great leap forward and somehow protect them from the pressures that get students off track in their teenage years.

One of the selling points of the Pascal plan is its affordability. Parents of four- and five-year-olds will be able to leave them at school for an extended day, year-round, for \$6,750. That's about half of what they would pay for a Montessori school offering a comparable extended day.

This is typical government thinking. When things are touted as "affordable" it means that the price has been reduced, not the cost. In fact, the costs of Pascal's plan are considerable. Early-childhood educators working in government-regulated day care make about \$30,000 a year. This plan would make them school board employees at \$47,000 a year. Total annual operating costs of the program would be somewhere between \$790 million and \$990 million, Pascal estimates. Then there is the \$1.7-

billion bill for renovating and constructing classrooms to handle the new program. These costs will be primarily borne by taxpayers, not by parents benefiting from the program.

What this new program does is disguise the underlying unaffordability of government-regulated day care by putting a low price on it. The problem with regulated day care, even with staff paid \$30,000, is that it is so expensive that only the well-to-do and those with government subsidies can afford it. Push salaries up by more than 50 per cent for the same work and the cost goes through the roof.

It could get worse, too. Ontario's teacher unions have already said that the new program should be staffed by teachers, not early-childhood educators. Premier Dalton McGuinty has called on them to cooperate for the good of the children. There's a first time for everything.

None of these difficulties deterred McGuinty, who immediately promised to spend \$500 million over two years to implement the program. That's a start, but it's nowhere near the real cost. Other than the dollar figure, McGuinty gave no details of just how his government will proceed. The premier will mull that over the summer.

McGuinty was obviously eager to deliver on a 2003 election promise that referred to "full-day junior and senior kindergarten." He promised it again in 2007, but by that time it had morphed to "full-day learning." Forgive parents who thought full-day learning meant full-day kindergarten. What it will really mean is a blend of day care and kindergarten with a new curriculum that takes elements of both.

Some might have thought that introducing an expensive new program when the province has a huge deficit would be unwise, but in McGuinty-think, it's the perfect time. Back when balancing the books was possible, McGuinty was delaying election promises because of the cost. Now, it doesn't matter. What's another few hundred million dollars when his budget will already be \$18.5 billion in the hole?

The program McGuinty was so quick to endorse has value, but whether that value is in proportion to the cost is debatable, at best.

Contact Randall Denley at 613-596-3756 or by e-mail, rdenley@thecitizen.canwest.com

- - -

A Generation of Day Care Plans, Come and Gone

Child care has been the subject of many big reports and grand plans in the past. Few have made it to reality.

- 1970: The Royal Commission on the Status of Women produces the first official document calling for a national child-care program.

- 1984: During the federal election all three party leaders promise to introduce a national child-care program.
- 1986: A ministerial task force on child care appointed by the Trudeau government calls for a national program.
- 1987: The Mulroney government appoints an all-party committee to study child care. It travels the country for hearings and then recommends a national program.
- 1988: The Conservatives introduce Canada's first child-care act. The proposal gets mixed reviews and dies on the order paper.
- 1993: Liberal Red Book promises to fund 150,000 new child-care spaces.
- 1997: Quebec launches its own program, promising child care for \$5 a day.
- 1999: Ontario releases the Early Years Study: Reversing the Real Brain Drain, outlines evidence on the relationship between early brain development and learning and behaviour. The province creates Early Years centres to improve access to quality early-childhood education, but critics say they're inadequate.
- 2004: Prime minister Paul Martin's budget promises \$5 billion over five years for 250,000 child-care spaces.
- 2005: Liberal minister Ken Dryden finalizes child-care agreements with all the provinces, the closest any national child-care plan has made it to fruition.
- 2006: The Harper government cancels the Martin plan as soon as it takes office, replacing it with the universal child care benefit, giving parents \$1200 a year per child under 6.
- 2008: A Canada ties for last place among 25 developed nations ranked by UNICEF according to the quality and breadth of their early childhood education.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Quebec. English parent committees break from provincial federation

CANWEST NEWS SERVICE JUNE 18, 2009 4:07 AM

Parent committees at most of Quebec's English school boards have decided to part ways with the provincial federation that represents them. Parent groups at six of the nine English school boards have opted instead to set up the English Parents' Committee Association. "I think that it's become so big and we're the minority. I just think that we've been left out too many times in several different areas within their organization," Colleen Carosello, a member of the central parents committee at the English Montreal School Board, said of the Quebec Federation of Parents' Committees. The six that opted to do so are from the following school boards: EMSB, Riverside, New Frontiers, Western Quebec and Sir Wilfrid Laurier.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

No-fail education policy failed our son

THE OTTAWA CITIZEN JUNE 18, 2009 4:07 AM

In the past few months I have read several articles and letters to the editor concerning teachers' unwillingness and/or inability to fail students.

Due to a recent experience with my son, I would like to share my opinion on this issue.

Ever since my son first put pen to paper, we knew his academic weak point was spelling and grammar. He is a very bright boy, but it didn't come across in his writing. His thoughts seemed somewhat disconnected on paper and his spelling was, to say the least, quite bad.

Nevertheless, he managed to achieve passing grades in both French and English all through grade school.

Recently, with his first year in high school quickly coming to an end, we asked to have him evaluated, as the problem isn't going away.

Following a battery of tests, we met with the psychologist who administered them. We weren't surprised when he first told us we had a very bright boy and, in fact, he was above average in several areas.

However, what he told us next was a little surprising, if not disconcerting.

He was found to be suffering from both dyslexia and dysorthographia.

What really threw us though, was that he had been assessed as reading at the level of a sixth grader, and writing at that of a third grader -- while in Grade 8.

We knew he had problems, but no mention of the latter assessment had ever been made to us before. He struggled, but did get passing grades.

Although we assume part of the blame for not cluing in to the problem ourselves, one now has to wonder: Should he not have failed some tests along the way? Should he not have been held back to be at the right level before moving on? And, at the very least, should we not have been told he was well below the curve?

This wouldn't necessarily have changed much, if anything, for our son, but a few consecutive failures may have raised some flags a little earlier in the game.

Failure is an option, or at least it should be.

Marcel Lafontaine,

St-Albert

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Parents shouldn't have to settle

An Ontario child care 'system' that has harried parents lining up in the middle of the night and children unready for school may soon get a much-needed overhaul

BY ELIZABETH PAYNE, THE OTTAWA CITIZEN JUNE 18, 2009 4:07 AM



Parents piece together preschool care, after school care and summer care, with results that vary dramatically.

Photograph by: Rod MacIvor, The Ottawa Citizen, The Ottawa Citizen

Few are calling it universal day care, and that is probably a good thing. Ontario Premier Dalton McGuinty's plan to introduce full-day kindergarten into Ontario schools, and then some, is already getting enough pushback from critics. If the D-word was invoked, the debate would certainly turn ugly.

But that doesn't change the fact that the ambitious plan to turn schools into "continuum(s) of early learning, child care and family supports for children," -- all-day, all-year learning hubs -- is the closest we have come in this province to universal day care. And it is being introduced in way that makes a great deal of sense, by building on the school system, something we already have, rather than starting from scratch.

Long-time day-care advocates should be celebrating, but quietly. Universal day care is a political hot potato in this country. Bail out a badly run and outdated car company and people will shrug their shoulders. Try to build a system in which all children have access to good-quality care, and an equal start in life, and wait for the howls of outrage.

Still, the announcement couldn't come at a better time.

Child care in Ontario and around the country has been aptly described as a "chaotic mess." Parents piece together preschool care, after school care and summer care, with results that vary dramatically. Trying to deal with half-day kindergarten is a particular nightmare for many working parents.

Last weekend, a group of Ottawa parents lined up overnight in what is becoming a rite of modern parenthood. My sister was among them.

She arrived at her neighbourhood community centre at 3:30 a.m. -- six and a half hours before registration for an after-school care program was to open -- to find a handful of people waiting outside. At the front was a mother who had been there since two the previous afternoon.

Lining up in the middle of the night -- for after-school care, for day care or for coveted spots in morning kindergarten -- may seem like some over-the-top über-parenting thing, but it is most often an act of desperation, the only way parents can piece together the puzzle that will result in their children being taken care of all day while they are at work.

If they are lucky, and have the resources and high expectations, that care will be of high quality. Some, without the same resources or time, can still get excellent care for their children in subsidized day care spots. But, for too many, child care, from babyhood through school, is piecemeal and substandard. Desperate parents will settle for what they can find and what they can afford.

But they shouldn't have to, nor should their children.

This is how our system -- if it can be called that -- of caring for young children works, cobbled together and full of holes. There is no safety net when it comes to child care, at least not outside of Quebec which has a form of universal day care. In Ontario, the system is designed for the kind of society that hasn't existed in Canada for decades -- one in which some families include two working parents (with flexible or part-time hours), but most families have one parent at home and able grandparents nearby. Even if that society still existed -- or ever did -- our approach toward child care and early learning would not be something to be proud of.

Ontario's plan, unveiled this week, recognizes that most Ontario children are in care, and often it is inadequate. It also recognizes that there is a large and growing school-readiness gap. Thirdly, it recognizes that parents would like to spend more time with their young children before returning to

work, if possible.

In Ontario, as in most provinces, we study and tweak and worry over our education system, convinced that children arrive at school as blank slates, equally ready to learn, and all we have to do is test them enough to make sure everyone thrives.

That is far from the truth, as early childhood experts, and common sense, have been telling us for some time. Twenty seven per cent of Ontario six year olds, according to Dr. Charles Pascal, the child-care expert who wrote the Early Learning Report the province's plan is based on, enter Grade 1 with significant learning deficits compared to their peers. Many will never be able to close the gap and will struggle, as a result, with higher rates of poverty and crime. Compared to other wealthy nations, Canada is ranked near the bottom when it comes to early learning.

Pascal calls it "an economic stimulus plan that will keep on giving. The economic return on investment is not a fairy tale." Pascal is right, it is economic stimulus, one that will pay back by helping Ontario children achieve their potential. The cost, \$500 million now and more later, is an investment with a future. Which is more than you can say about auto bailouts.

The plan has its critics, notably teachers, some of whom are considering taking the province to court. And it is not clear how soon the other key recommendations in Pascal's report -- school-based care for preschool children and extended maternity leave for parents so that they can stay home for the first 18 months of their child's life -- will be in place or how many complications will need to be worked out.

But it is a start. It is the right thing to do. And it is about time.

Elizabeth Payne is a member of the Citizen's editorial board.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

School children endangered by field maintenance, principal says

Heavy machinery used on grounds during lunch break, recesses

BY JAKE RUPERT, THE OTTAWA CITIZEN JUNE 18, 2009 6:18 AM

OTTAWA-The way the city maintains the fields shared by schools across the city puts children in danger, says a soon-to-retire Barrhaven principal, but he's having trouble getting his concerns taken seriously at Ottawa City Hall.

Dwight Delahunt, of St. Elizabeth Ann Seton Catholic elementary school, is convinced a quirk of government planning has left children in danger, and he wants the city to create a firm policy to address it.

His school is in a new area of the city, and like others in the suburbs, the city and school boards teamed up to be more efficient with taxpayers' money. The school, and a public school close by, use city sports fields attached to their grounds, and the public has access to the school play structures.

Delahunt says an unintended consequence is that city crews and contractors doing maintenance on the fields don't seem to put the safety of children first, resulting in the use of heavy equipment during recesses, lunch, and before and after school, when the grounds are crawling with children.

The heavy equipment includes mowers, dump trucks, and aerators. Delahunt has photos of the equipment working on the field and baseball diamond while children run nearby.

He said he's contacted the city on several occasions, but it continues to happen, most recently on Tuesday, because there's no firm policy barring work crews from the grounds when children are outside.

"It's a tragedy waiting to happen," Delahunt said.

"It's a health and safety issue that needs to be addressed."

Barrhaven Councillor Jan Harder and city officials say they agree with Delahunt that the safety of children is the No. 1 priority in this situation. They say since the principal first raised the issue last year, steps have been taken to ensure accidents don't happen.

The way it's supposed to work is city crews know the school hours, try not to work in the area when children are around, move as far away from the children as possible if they are around, and shut down if a child comes close. Workers have also received sensitivity training on the issue, and the school is to be notified by workers when they will be there.

Harder admits it's not always possible to do all the maintenance work around the schools' schedules, but say city crews are doing the best they can and are very careful.

"They have to do maintenance. They've been working very, very hard to address these concerns. The only other things I can see to address this are fencing off the area or not doing maintenance, and I don't think either of those things is reasonable."

Things came to a head Tuesday when, for the fourth time this spring, according to Delahunt, crews showed up to do some work during school hours.

Delahunt said teachers scrambled to herd children away from the machines, and he used the situation as a teaching opportunity. The children went to the machines when they were shut down and surrounded them with their arms crossed in protest. The children are also writing letters to city officials about the issue.

Delahunt said on Tuesday the city crew failed to follow the protocol almost entirely. He said the school wasn't notified they were coming, they didn't move away from the area the children were in, and they didn't shut down when the children got too close.

City spokesman Michael FitzPatrick said city managers looked into these claims and found the workers discharged their duties properly.

"We've done an internal investigation, and all our protocols were followed," he said.

Harder said she didn't think the recent situation was handled well by the school.

Still, she said she would try to arrange another meeting between school officials and city staff to work out a solution that will address Delahunt's concerns.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Students reeling after teen killed in wall collapse

BY LINDA NGUYEN, CANWEST NEWS SERVICE JUNE 18, 2009 4:07 AM

Instead of celebrating the arrival of summer and the last day of classes Wednesday, students at a southern Ontario high school were grappling with the death of one of their own.

Isabel Warren, 14, died in hospital after a cinder-block wall in a park washroom collapsed onto her Tuesday afternoon. The popular Grade 9 student was buried under the blocks just after 12:30 p.m.

Grief counsellors were back at Bishop Macdonell Catholic High School, in Guelph, to assist students and teachers with their reaction to the death.

"The truth of the matter is, kids have a lot of questions, with why this happened," said Larry Clifford, superintendent for the Wellington Catholic District School Board.

Warren, described as a stellar student and a star athlete, had gone to the washroom with her friend Meghan at the Larry Pearson Park, directly behind the school. Her gym class was at the park playing baseball.

When the wall and a counter suddenly collapsed, her friend called 911 and the school office.

Four teachers, including one with first-aid training, rushed into the building with her classmates. The boys tried removing the blocks from the teenager and took their shirts off to give to the teachers in an effort to stop the flow of blood.

Clifford said special counselling has been provided to Warren's friend and everyone in that gym class.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen